

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 21-6-1972 - N° 60

routes -
S.N.C.F. : les
transports
qui tuent



les nationalisations contre les travailleurs

"L'Humanité" du 12 juin reprend le cheval de bataille favori du P.C. qui lui tient lieu de Grand Soir du pauvre depuis la Libération : les nationalisations.

Elle réclame pêle-mêle la mainmise de l'Etat sur Dassault, la Compagnie Générale d'Electricité, Schneider, Thomson-Houston - Hotchkiss - Brandt, Honeywell-Bull, I.T.T. France, Usinor, Péchiney-Ugine, Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Penarroya, Roussel, U.C.L.A.F., Michelin - Citroën - Berliet, la Compagnie Française des Pétroles, Peugeot, Hachette, sans parler de seigneurs de moindre importance comme Matra ou les Ciments La Farge.

En un mot, c'est le contrôle des firmes dominantes de la chimie, de l'automobile, de la métallurgie et de l'électronique qui est envisagé par le journal communiste. Suivent les arguments bien connus : les trusts liés aux grandes banques (dont la nationalisation est aussi réclamée) ne cherchent qu'à multiplier les profits, exploitent les ouvriers, aliènent l'indépendance nationale par leur caractère multinational, exercent des pressions inadmissibles sur les hommes politiques au pouvoir.

Nous n'avons aucune envie de défendre les grandes compagnies ainsi dénoncées. Récemment encore, la grève de Penarroya, celle du Joint Français (filiale de la Compagnie Générale d'Electricité) éclairent d'un jour sinistre l'humanisme très spécial de ces firmes.

L'ÉTATISATION...

Raison de plus pour dénoncer l'attrape-nigaud aberrant mis en avant une fois de plus par le P.C.

Ce que le parti appelle nationalisation est en fait une étatisation. Il peut y avoir nationalisation légitime pour arracher un secteur de l'économie à l'emprise de groupes extra-nationaux.

Mais la nationalisation n'exclut pas que le secteur ainsi libéré soit confié à l'initiative privée des citoyens de la nation soit sous la forme d'une revente au capital non apatride, soit par le biais de la constitution d'un patrimoine communautaire à l'échelle régionale géré par les membres de la profession et les collectivités locales, soit en combinant ces différentes formes.

Maurras prônait la reconstitution des patrimoines corporatifs et appelait de ses vœux des formes de propriété collective qui n'ont rien à voir avec le collectivisme anonyme.

Mais avec l'étatisation défendue par le parti, nous sommes loin du compte.

... UN GACHIS ÉCONOMIQUE...

Avant la guerre de 1939, l'aviation civile française avait en matière de création une position dominante sur le marché mondial avec la S.N.E.C.M.A. La nationalisation des industries aéronautiques en 1945 a brisé ce dynamisme. Vingt-cinq ans plus tard, les compagnies nationalisées ont à affronter de très

graves difficultés et il a fallu concentrer Nord et Sud-Aviation.

La compagnie fusionnée ne tient d'ailleurs qu'à coup de subventions.

Parallèlement, une industrie aéronautique privée se développait particulièrement dynamique avec Dassault et Matra.

Sans faire de l'initiative privée une panacée (les difficultés de Bréguet sont bien connues), on ne peut dire que la comparaison avec le secteur nationalisé soit à l'avantage de ce dernier.

De même, en matière de lignes voyageurs, Air France, majoritaire au sein d'Air Inter, a su paralyser scientifiquement cette compagnie à une époque où les voyages aériens d'affaires prennent une ampleur croissante.

Du coup, le trafic des vingt-quatre compagnies aériennes privées, dont la plus célèbre est Air-Alpes et qui utilise des formules du type avion-taxi, a pris une ampleur extraordinaire en quelques années.

La R.A.T.P., elle, absorbe joyeusement 140 milliards d'anciens francs par an donnés par l'Etat pour combler son déficit, battue il est vrai par la S.N.C.F. qui dévore 550 milliards d'anciens francs !

Il ne faut pas confondre propriété d'Etat et propriété collective. Ce n'est pas du tout la même chose. Les biens des familles des communes, des corporations et des confréries, les biens du clergé, n'étaient pas propriété de l'Etat. Ils faisaient la force de la vieille France. Quand on les a nationalisés (mot menteur qui veut dire étatisés), puis ignoblement individualisés, les charges budgétaires ont centuplé et notre avoir civique a dégénéré. L'anti-patriotisme lui-même a tiré son origine de là. J'ai toujours été pour la reconstitution de ces propriétés collectives. Et si le syndicalisme y parvient, vive le syndicalisme !

Charles Maurras (A.F. 31 août 1908).

... AU PROFIT DE FÉODALITÉS...

A quoi tient ce gâchis : à des détournements de fonds ? Pratiquement pas. A une mauvaise gestion et à l'incompétence des hauts fonctionnaires mis à la tête de ces grandes entreprises ? Parfois, et l'on peut penser au cas du désastreux Galichon, Président d'Air France.

Mais la faille essentielle ne réside pas là. En fait, ce qui tue le secteur étatisé, c'est la prodigieuse force d'inertie constituée par sa structure même. Chaque catégorie et sous-catégorie de la fonction publique a sa place strictement fixée sur la fameuse grille des salaires. Elle défend jalousement ses droits et prérogatives (ce qui explique l'importance des syndicats catégoriels à la R.A.T.P. et chez les agents de conduite S.N.C.F.).

Cette réaction de défense légitime à un certain niveau est désastreuse quand aucune concertation n'est établie au niveau de l'entreprise, quand les travailleurs peuvent intervenir négativement par le truchement de groupes de pression dans la vie de l'entreprise sans avoir le pouvoir de participer de façon positive aux prises de décisions, quand aucun chef responsable ne s'impose à la tête de la S.N.C.F. ou des Charbonnages. Le haut fonctionnaire qui dirige une entreprise nationalisée se soucie en effet davantage de faire cohabiter féodalités catégorielles et syndicats nationaux bureaucratisés style C.G.T. que d'assainir la situation financière de son entreprise.

Le voudrait-il que ce fidéicomis, écran transparent entre l'Etat et les travailleurs de sa compagnie, n'aurait pas l'autorité nécessaire pour faire face aux pressions syndicales sur le Pouvoir.

Alors, il essaie de manœuvrer entre les groupes de pression-maison et, le cas échéant, se solidarise avec eux contre toute initiative gouvernementale qui tendrait à remettre en cause les situations acquises.

Ceci fait que les hauts fonctionnaires, désarmés face à leurs administrés, sont en même temps fort indociles à l'égard des ministres de tutelle qui se succèdent.

... ANTI-SOCIALES

Le résultat est qu'aucune politique globale, si elle concerne simultanément plusieurs firmes nationalisées, ne peut être mise en œuvre.

En matière de transports, il est notoire que la S.N.C.F. et la R.A.T.P., en concurrence farouche pour la réalisation de la liaison Orly-Orsay, ont réussi à se paralyser mutuellement et complètement sur ce plan.

Elles se sont en revanche entendues entre elles et avec Air France pour retarder énergiquement, pour freiner le développement des aérotrains, aéroglisseurs, naviplanes, moyens de transport légers très mobiles, moins onéreux, car ils risquaient de remettre en question l'équilibre entre moyens de transport.

Et au diable l'utilisateur !

Gouffres à milliards, bureau de placement fonctionnant à vide, ces entreprises rendent en outre de bien mauvais services à leurs employés. Dans le cadre du système de castes qui y règne, les seules revendications possibles concernent les salaires et l'abaissement de l'âge de la retraite.

L'amélioration des conditions de travail, la prise de responsabilité du salarié, tout ce qui constitue les fondements d'une humanisation de la vie professionnelle sont parfaitement illusoire dans le secteur nationalisé.

Comme on conçoit que la C.G.T., majoritaire dans ce secteur, souhaite le maintien de cette situation d'inertie, et de cet ordre bureaucratique. Et tant pis pour le travailleur...

Arnaud FABRE.

Honoré d'Estienne d'Orves..., Jacques Renouvin..., Jean Moulin..., Gabriel Péri..., quel Français bien né resterait insensible à l'évocation de la mémoire de ces hommes qui ont donné leur vie pour libérer la France de la forme scientifique de la barbarie allemande : l'hitlérisme ? On nous dira à droite que Jean Moulin avait des sympathies socialistes et des attaches maçonniques. Qu'importe, du moment qu'il a donné sa vie pour la France ! On objectera que Gabriel Péri était communiste. Nous, nous voyons dans ce membre du Comité Central du P.C.F. — d'ailleurs très hostile au pacte germano-soviétique — un Français abattu par l'ennemi, un homme qui a sacrifié sa vie pour la patrie au même titre que les maurrassiens d'Estienne d'Orves et Renouvin.

Les moments tragiques de notre histoire nationale ont le mérite de réconcilier les Français — enclins facilement à la division — autour de leurs héros et de leurs martyrs, et un peuple est bien à plaindre lorsqu'il ne communique plus dans le culte de ceux qui sont tombés pour qu'il puisse vivre.

Or, trente-deux ans après l'appel du 18 Juin, vingt-sept ans après la Libération et les règlements de comptes sanglants de l'épuration, dix jours après le pompidou-blanchissage de Touvier, l'assassin collabo de Lyon, on est bien obligé de constater que dès l'origine l'épopée de la Résistance a été occultée, dénaturée ou bafouée.

Celui qui voulut être le symbole de la Résistance et prit à la suite de Jeanne d'Arc pour emblème la Croix de Lorraine, avait indéniablement un certain sens de la patrie et de la grandeur française. Mais le drame de Charles de Gaulle, outre un réel orgueil, est de n'avoir pu s'affirmer que comme partisan. De Gaulle a voulu regrouper les résistants non seulement contre les Allemands, mais contre Vichy, alors que le rôle de Pétain était complémentaire. Nous avons dit tout le mal que l'on pouvait penser d'une Révolution nationale, mélange fumeux de fascisme, de technocratie et de maurrassisme mal compris. Un Laval, un De Brinon ont desservi la France quand ils ne l'ont pas trahi. Mais Pétain, ce vieillard madré qui serrait la main d'Hitler en lui faisant des crocs-en-jambe diplomatiques, qui réorganisait une armée clandestine en Afrique du Nord et qui opposait toute la force d'inertie de son administration aux exactions allemandes méritait la reconnaissance de la nation et non l'Ile d'Yeu (1). Un Saint Louis, un Henri IV auraient

cherché à réconcilier pétainistes patriotes et gaullistes résistants. Un De Gaulle, chef de parti, tirant son pouvoir d'une faction, ne l'a pas pu, à supposer qu'il l'ait voulu.

Et la Résistance a été monopolisée par des politiciens sans scrupule. Le P.C. qui sabotait les armements en 1939, à cause du pacte de non-agression germano-soviétique, a profité de l'épuration pour liquider des dizaines de milliers de bons Français en 1944-1945. Ceux qui ont échappé à la liquidation physique, trop souvent ont été assassinés politiquement, car, pris dans la dialectique partisane de la démocratie, ils ont identifié les bandes à Guingoin ou Maurice Thorez à la Résistance, Hitler et Lucien Rebatet à l'Occident chrétien. Ils sont devenus des émigrés de l'intérieur.

En 1972, aux Robespierre de la Libération, qui mettaient l'idée de patrie au service d'une idéologie ont succédé les « incroyables » affairistes, mode directoire : un ancien commis de la banque Rothschild ne dévoie pas comme les épurateurs de 1945, l'esprit de la Résistance. Il l'ignore et le bafoue. En voyant M. Pompidou rétablir Touvier dans tous ses droits de citoyen, on se demande en effet, quels motifs impérieux ont pu le pousser à agir ainsi, si ce n'est l'indifférence à l'égard de la Résistance.

Alors, qu'importe Jean Moulin ! Qu'importe la reouverture de blessures mal fermées depuis trente ans ! Et, ironie suprême, la tête de la campagne contre Touvier est prise par le P.C. dont le Secrétaire général est un ancien travailleur volontaire au S.T.O. Péguy disait que toute mystique se dégrade en politique. La phrase, absurde si elle désigne par politique le domaine de l'organisation institutionnelle d'un pays, prend un autre sens quand on entend par politique le jeu des partis qui se disputent l'Etat en démocratie. La Libération n'est pas terminée, elle doit être parachevée par l'élimination du régime des clans et des factions qui stérilisent les élans les plus magnifiques de notre peuple.

N.A.F.

(1) Churchill lui-même a reconnu que l'Armistice, en empêchant Hitler de pénétrer en Afrique du Nord, a rendu un signalé service aux Alliés.

la fronde des technocrates

Un mouvement d'humeur significatif vient d'agiter la dernière promotion de l'E.N.A. Ceux qui sont appelés à devenir les plus proches collaborateurs du pouvoir politique et les responsables de la haute administration se sont refusés à entrer dans le jeu du système. Ils sont restés en cela, pour la plupart, fidèles à l'engagement qu'ils avaient pris voici deux ans.

Qu'on en juge : renonciation aux grands corps, dédain à l'égard des Affaires étrangères, défiance vis-à-vis de la rue de Rivoli qui passe pourtant pour le sérail où se dessinent les carrières les plus brillantes. Attrait en revanche de la préfectorale et des ministères sociaux. Faut-il y voir un choix politique ?

Il est difficile de le dire. Mais il est certain que la pesanteur et le style florentin des cénacles de la haute administration parisienne a bien de quoi rebuter. La déconcentration, la réforme régionale, le développement de la planification et des actions économiques en province a mis celle-ci au goût du jour (1). Elle n'est plus la belle endormie des années 1880-1950 mais un peu la « nouvelle colonie » où beaucoup est à créer. Pour un fonctionnaire, dont l'horizon reste toujours forcément limité, l'aventure peut paraître exaltante.

Il ne faudrait cependant pas s'y tromper. La révolte des jeunes technocrates contre le système des castes symbolisé par les grands corps ne signifie pas remise en cause des privilèges. Le corps préfectoral a aussi les siens et ils ne sont pas négligeables. Mais si le souci de partager les préoccupations des administrés doit l'emporter sur le reste, alors cette manifestation peut être prometteuse.

Elle peut et doit attirer l'attention des Français sur la crise de la centralisation bureaucratique et technocratique et leur faire comprendre que leur avenir est aujourd'hui dans la vie régionale et locale. Bref, en un mot, dans la décentralisation des responsabilités, dans la participation et l'association aux choix à tous les niveaux. Le pouvoir le sait, mais il n'en fera rien. La fronde des technocrates n'aura de lendemain que si elle débouche sur une réforme de la société et, en premier lieu, du pouvoir politique.

Jacques DELCOUR.

(1) ... Et suscite l'intérêt des énarques socialistes ou P.S.U. qui constituent 80 % de l'effectif de l'école.

La crise de civilisation sous ses multiples aspects (urbanisme, environnement, entreprise, jeunesse, etc.) n'absorbe, Dieu merci, pas trop les hiérarchies de la classe politique qui entre deux discours creux sur ces thèmes s'occupent surtout de se placer pour les élections et de vider leurs querelles internes à grand coup de scissions.

Le P.S.U., écartelé entre cinq tendances, comme d'habitude s'offre sa troisième crise apocalyptique en dix ans : il est probable qu'il n'en mourra pas pour autant car il est le lieu géométrique où se rencontrent ces hommes de gauche torturés entre leur redécouverte du réel et leur attachement obstiné à l'idéologie.

Il est en revanche évident que le plus vieux parti de la République, le parti radical, meurt de sa belle mort.

Voici trois ans, ce parti cacochyme avait fait appel pour un bain de jouvence à J.-J. S.-S., qui en était devenu le secrétaire général. Nous avions dénoncé alors le danger constitué par cet idéologue technocrate et européiste. Profonde erreur !

Maurice Faure, plus pantin que nature pour un président des Comités Directeurs radicaux, s'aperçut trop tard que J.-J. S.-S. voulait la première place. Il contre-attaqua alors en demandant que le congrès national soit organisé à Avignon par l'Union des Radicaux Provençaux : de la sorte, le poids des fédérations régionales du Midi, dominées par les vieux notables et fort peu jijiennes, aurait été déterminant. Mais J.-J. S.-S., maître de l'appareil, imposa Suresnes comme siège du congrès au cours duquel il évinça Maurice Faure.

Epilogue logique de la manœuvre : les parlementaires radicaux désireux de sauver leurs sièges acquis souvent avec les voix communistes au second tour et partisans de la ligne d'union de la gauche que rejette le député de Nancy, viennent de faire scission.

Du coup, J.-J. S.-S. a jeté le masque du profond penseur pour montrer toute sa hargne : il s'est déclaré décidé à abattre la dissidence par tous les moyens et notamment en présentant des candidats contre les parlementaires scissionnistes en 1973.

Tout cela est bien sordide et montre le haut niveau de la classe politique. Commentaire de *Combat* le 9 juin dernier : « On dirait l'agonie de la démocratie. »

Pierre DUPRÉ.

NAF. TELEX

● Lors du débat sur la réforme de l'O.R.T.F. à l'Assemblée « nationale », la publicité à la télévision n'a pas été limitée quant au MINUTAGE. On a simplement décidé qu'elle ne devrait pas dépasser 25 % des recettes. Il suffira donc, lorsqu'on voudra augmenter les recettes publicitaires, d'augmenter la taxe en proportion, afin de respecter le sacro-saint pourcentage. On fera ainsi d'une pierre deux coups — au détriment, comme il se doit, du seul téléspectateur. Et si celui-ci, dans un sursaut (improbable) de dignité, se rebiffe, on le traitera froidement de PUBLI-PHOBE. (Nous savons, depuis que les publicistes nous l'ont fait savoir à grands frais, que ceux qui ne croient pas à la publicité en 1972 sont ceux qui ne croyaient pas à la pollution — pardon... à l'automobile — en 1880.)

TRIBUNE LIBRE

le scandale des restoroutes

RALPH NADER ET GAULT-MILLAU

La formule selon laquelle les consommateurs sont défendus par Nader aux Etats-Unis tandis qu'en France ils peuvent compter sur Gault et Millau et le guide Michelin a eu quelque succès. Le parallèle est utile : le consommateur n'utilise pas seulement des biens, il consomme aussi des services et leur qualité est d'autant plus importante que la part qu'ils tiennent dans ses dépenses augmente sans cesse.

Le parallèle est cependant dangereux. La défense militante du consommateur, au besoin sans son aide au moins au début, est beaucoup plus spectaculaire que la classification de la qualité qui requiert, pour être efficace sa constante vigilance.

Pour l'entreprise américaine la peur des organismes de consommateur tend à être le commencement de la sagesse. Pour les restaurateurs français les guides gastronomiques constituent depuis longtemps un stimulant de choix ; ce stimulant est impuissant dans les cas de quasi-monopole où la défense militante s'impose.

LA RESTAURATION, SECTEUR MONOPOLISTIQUE ?

L'expression semble paradoxale : le domaine même de la petite entreprise individuelle, de l'initiative et souvent du désordre bon enfant ne semble guère propice à la concentration, encore moins au monopole.

L'utilisateur de l'autoroute du Sud entre Paris et Marseille doit pourtant faire face à une situation de quasi-monopole si l'envie lui prend de se sustenter. Comme la probabilité pour que l'envie lui vienne est élevée, deux grandes sociétés — dont une sous contrôle étranger — ont réussi à se faire octroyer le droit exclusif de nourrir et de rafraîchir les migrants.

Seuls de grands groupes pouvaient, selon ces mêmes grands groupes, assurer la restauration du migrant automobiliste d'autoroute qui ne saurait se nourrir comme les autres hommes ni même comme les autres automobilistes. Pourquoi ?

— L'autoroute ne doit pas être coupée

d'entrées et de sorties : il ne faut donc que quelques grandes salles à manger le long du parcours ;

— Le migrant automobiliste d'autoroute est un être sophistiqué qui réclame d'être servi 24 heures sur 24 dans des conditions standardisées et aseptisées nécessitant l'appui des techniques de marketing, de management et des aptitudes à plumer la volaille sans trop la faire crier que seuls de grands groupes peuvent offrir.

Les deux arguments sont réfutables :

— S'il faut éviter les entrées et les sorties d'autoroute, pourquoi ne pas grouper quelques restaurants de routier à la place ou même à côté des « restoroutes » ?

— Si le migrant automobiliste d'autoroute est un client de choix, pourquoi ne pas lui donner le choix de son restaurant et la possibilité d'absorber dans un cadre moins glacial, moins moderne et moins coûteux, une nourriture plus consistante et moins dangereuse pour le palais ?

La situation actuelle qui résulte de l'état de quasi-monopole est intolérable : pour l'automobiliste sur l'autoroute qui paye cher une marchandise médiocre, pour le routier dont la pratique devenait pour un bon restaurateur de pays une enseigne et une référence, pour le touriste européen qui ne reconnaît plus les provinces françaises à leur fumet et pour le touriste américain qui ne retrouve dans les « restoroutes » que les prix pratiqués par ses chaînes nationales pour des mets aussi standardisés mais plus abondamment servis. Il est vrai que la société Jacques Borel n'a aucune raison de chercher à dépayser ses actionnaires américains.

Le seuil de tolérance semble être atteint, seule une association de défense pourra faire entendre la voix des consommateurs et au besoin l'imposer.

Janine PRADOI.

N.D.L.R. — Une « Association de Défense des Utilisateurs de l'Autoroute du Sud » est en voie de constitution. Pour tous renseignements s'adresser au journal, qui transmettra.



La société de consommation démontre chaque jour l'esclavage véritable du consommateur. Et pourtant le pouvoir des producteurs semble remis en cause. La revendication de la qualité peut-elle être assurée par les multiples associations de consommateurs ? Pourrait-elle rencontrer la contestation plus globale d'une société qui produit les nuisances non seulement au niveau de l'environnement mais aussi à celui de la consommation ?

Stockholm, juin 1972. Les représentants de cent trente-deux gouvernements sont réunis à l'initiative de l'O.N.U. sur le thème : « L'homme et son environnement ». Signe d'une prise de conscience mondiale, ou belle illustration de cette remarque de Philippe Saint-Marc : « Jamais on n'a tant parlé de protéger la nature. Jamais on n'a tant fait pour la détruire » ? (1) Il est vrai que depuis quinze jours on parle beaucoup d'environnement ou d'écologie dans la capitale suédoise. On parle moins pourtant d'une autre pollution, plus dangereuse peut-être, et qui concerne aussi directement l'homme que la dégradation de son milieu naturel. Si l'ensemble des sociétés industrielles « consomment » les ressources naturelles à un rythme effréné elles se donnent au moins pour objectif d'augmenter d'autant le niveau de vie individuel. Il est exact qu'en termes de quantité ce niveau de vie s'est accru fortement depuis un demi-siècle. Par contre la notion de qualité s'est trouvée dans le même temps progressivement négligée. Or, au niveau de la consommation — acte qui caractérise le mieux notre société — non seulement la quantité apparente se révèle illusoire dans un contexte de changement perpétuel, mais aussi la qualité devient la première victime d'un système utilisant toutes les techniques modernes de « marketing » propres à faire acheter un bien ou un produit « prévenu ».

LE VEAU AUX HORMONES

Agressé par une publicité usant de tous les ressorts de sa personnalité, le client potentiel devient rapidement un consommateur docile, acheteur d'une marque plus que d'un produit, avide de considération autant que de satisfaction matérielle, persuadé de la réalité de sa souveraineté. Le réveil est parfois brutal. Ainsi de ces consommatrices de crèmes de beauté contenant des doses importantes d'œstrogènes propres à entraîner des accidents gynécologiques sérieux. Sans parler, bien sûr, du veau aux hormones, du beurre et du lait aux pesticides, des crèmes glacées aux 15 millions de germes par gramme, des huiles de colza, pudiquement baptisées « huile de table » (2), de la viande frauduleusement attendrie et pleine de microbes... Bien sûr, il y a toujours la possibilité, en France, de s'adresser au « Service de la Répression des Fraudes et du Contrôle de la Qualité » chargé — avec des moyens très insuffisants — de faire respecter les nombreuses lois ou décrets qui, depuis 1905, permettent aux gouvernements successifs d'affirmer que les consommateurs français sont les mieux protégés du monde !

de la consommation à la contestation

Par contre, l'Institut National de la Consommation (I.N.C.) tente de remplir la tâche d'information nécessaire à toute véritable défense du consommateur. A travers son magazine mensuel *50 millions de consommateurs*, l'I.N.C. cherche à promouvoir une « fonction consommation » à côté des autres fonctions économiques, c'est-à-dire « permettre aux consommateurs de mieux jouer leur rôle de partenaires et de membres actifs dans la société » (3). Il est vrai que son directeur, M. Estingoy, doit avoir toujours présent à l'esprit, qu'il est sous la tutelle directe du ministère des Finances. Mais s'il peut s'adresser à l'I.N.C., le consommateur trompé préfère encore l'un des multiples organismes plus à l'aise dans la défense du consommateur et d'un style souvent plus percutant.

DÉFENDRE LES CONSOMMATEURS...

Regroupant différentes associations, l'Union Fédérale de la Consommation (U.F.C.) est le plus ancien de ces organismes. Depuis 1951, elle publie chaque mois les résultats de trois ou quatre de ses essais portant sur plusieurs dizaines de produits, mais traite également de pollution dans *Que choisir ?* qui tire à plus de 100.000 exemplaires. D'un type plus particulier, l'Organisation Générale des Consommateurs (O.R.G.E.C.O.) créée par les grandes centrales syndicales (C.F.D.T., C.G.T., F.O., C.F.T.C.) cherche à faire contrepoids aux lobbies dans sa revue trimestrielle *Comment Choisir*.

Autres organisations de type coopératif ou familial : La Fédération des Coopératives de consommation, l'Union nationale des Associations familiales, la Confédération nationale des Associations populaires et familiales, la Fédération des Familles de France, la Confédération des Familles rurales, l'Union féminine civique et sociale, la Confédération syndicale des Familles, le Conseil national des Femmes. La plupart débordant d'ailleurs le cadre étroit de l'information ou du conseil au consommateur, pour tendre vers la lutte pour la défense du milieu naturel.

Aucune de la taille de la puissante « Consumer's Association » qui, en Grande-Bretagne, ne compte pas moins de 1.200.000 membres et considère les producteurs comme des adversaires. Rien de comparable non plus avec ces consommateurs américains qui, autour de Ralph Nader, firent céder la puissante General Motors. Mais il est un fait indéniable, le consommateur ne veut plus subir le produit ; il veut savoir ce que cache une publicité

tapageuse, il aspire à retrouver une qualité qui soit autre chose qu'un simple argument de promotion de ventes. Cela explique sans aucun doute la vogue des diverses revues de défense du consommateur. La plupart d'ailleurs, abandonnent la politique d'extrême prudence qui était jusqu'alors la leur.

... OU ABATTRE LES POLLUEURS ?

Un exemple suffit : la très officielle *50 millions de consommateurs* n'hésite pas à dire que sur trois sauces à salade achetées dans le détail, deux contiennent 25 % d'eau, la troisième 53 % d'eau ajoutée. Soit pour une bouteille de 75 cl payée 2,80 F « 0,80 F d'huile, 0,02 F de vinaigre, 1,98 F pour le reste : deux grammes de sel, un et demi d'amidon, trois et demi de jus de citron, soit environ 1,90 F pour l'eau et le service » ! Les autres exemples abondent et formeraient aisément la matière d'un livre entier.

Ainsi l'action des associations de défense est sans aucun doute positive dans la mesure où elle permet la dénonciation des cas les plus flagrants. Pourtant rien de notable n'a changé dans les véritables rapports de force. Sûrs de l'inefficacité des lois et décrets qui théoriquement les contraignent, sinon à la qualité au moins à la vérité, les lobbies producteurs polluent plus que jamais et l'environnement et le consommateur. Il est alors illusoire d'imaginer — tel que le font la plupart des organisations de consommateur — que la seule force de dénonciation peut donner un consensus propre à imposer de nouvelles « lois de marché ».

En réalité, le problème déborde largement le cadre strict de la revendication justifiée du consommateur. Il pose la question du type de civilisation pouvant réconcilier l'état de consommateur et celui de citoyen. Si la simple défense est nécessaire, il est encore meilleur de prendre l'offensive.

Philippe DILLMANN.

(1) Philippe Saint-Marc, « Socialisation de la Nature » (Stock).

(2) L'huile de colza était, pendant la guerre, utilisée comme huile de graissage.

(3) Selon *30 jours d'Europe* (avril 1972), qui conclue un article sur les revues de défense du consommateur par cette phrase : « Mais, c'est au sein de la Communauté européenne dont ils sont les acteurs, que les consommateurs devraient s'unir, pour exercer leur fonction en connaissance de cause » !



N.A.F. — Jacques Paugam, vous avez découvert Maurras au moment des barricades de Mai 1968. Pour vous cela a été une expérience fondamentale...

J. P. — Il était en effet assez étonnant de se trouver à la Bibliothèque Nationale, plongé dans des textes datant du début du siècle, tandis que se produisaient dans la rue des événements que ces textes annonçaient de façon quasi prophétique. Le contact avec la pensée de Maurras, dans ces circonstances-là, m'a évidemment beaucoup frappé.

La crise de Mai 1968 a-t-elle bouleversé les cadres de réflexion que l'on avait jusqu'alors ? Je me garderai d'exagérer l'ampleur du phénomène et de parler trop vite de crise de civilisation. Toute génération traverse sa crise : il y a eu, depuis le début du siècle, la crise de la première guerre mondiale, celle de 1930, puis celle de 1939-1945, enfin la crise que nous vivons actuellement.

Mai 1968 a recouvert, en réalité, un double phénomène : crise profonde et riche de potentialités ; exaltation « lamartinienne » aussi désuète que spectaculaire.

En ce qui concerne le premier aspect, Mai 1968 a concrétisé le passage d'un cadre de référence intellectuelle stable à une véritable turbulence. Nous vivions dans un monde qui se définissait par la permanence, l'éducation et la répétition. Désormais il n'y a plus de permanence, on n'acquiert plus la formation par la répétition mais par un sens de plus en plus aigu de la créativité.

En ce qui concerne le second aspect, d'exaltation spectaculaire, représenté par les barricades, je pense qu'il cachait un changement de perspectives, un déplacement de la sphère d'inquiétude de l'homme, dans la société. Jusqu'en Mai 1968, la grande question était celle du *comment*, avec ses réponses marxistes et capitalistes. Tout à coup, on s'est posé la question du *pourquoi*. Revanche de l'inquiétude métaphysique, presque de la foi, face à l'illusion matérialiste. Question fondamentale, jetée là, presque en cachette, grain spirituel qui n'a pas fini de germer. On en vient ainsi à l'essentiel : peut-on encore définir un humanisme fondé sur la permanence ? Et comment se pose désormais le problème de l'Etat ? Je ne crois pas que l'Etat soit remis en question, en raison de la spécificité du politique en tant que mode d'organisation de la vie sociale. Seul l'est sa finalité, tributaire des changements de niveau de la réflexion sociale. Et de ce point de vue, Mai 1968 a marqué un incontestable progrès. On a repris conscience de la double dimension de la vie humaine, à la fois personnelle et collective. Face à la naïveté matérialiste, c'est la redécouverte du sens tragique de la vie. On redécouvre la mort, on redéfinit la vie par rapport à la mort et face à la mort, on ne cherche plus à la repousser à l'extrémité de la vie, à l'exorciser. Or Maurras, grand moraliste, préoccupé de ce que j'ai appelé l'équilibre parthénonique, était obsédé par la mort : toute sa réflexion se trouvait sanctionnée par une appréhension quasi chrétienne de la mort.

Ceci ne veut pas dire qu'on puisse opposer un système maurrassien à la crise de civilisation. L'apport de Maurras est très important pour tout ce qui est de l'état d'esprit, de la façon d'aborder les problèmes. Maurras, c'est une reprise de conscience de la dignité de la vie placée dans le dialogue permanent de l'individu et de la société. Reste chez lui, une certaine hantise de l'avenir plus ou moins consciemment exprimée.

Jacques Paugam la république, une médiocrité permanente

Jacques Paugam né en 1944 à Quimper est diplômé de l'Institut d'études politiques et docteur en droit. Il travaille actuellement dans le marketing et la publicité. Il a publié en octobre dernier : « L'âge d'or du maurrassisme » dont Bertrand Renouvin a rendu compte dans la NAF (en vente à notre librairie : 39 F franco).

Peut-être avait-il trop compris la beauté du passé pour se livrer sans crainte au futur. Il faut donc prendre garde, quand on l'étudie, de ne pas se laisser enfermer dans le passé.

N.A.F. — Cette opposition entre la permanence et la créativité ne se trouve-t-elle pas faussée par une philosophie purement conservatrice qui méconnaît la notion de permanence, qui est inséparable du temps ?

J. P. — C'est une réflexion très importante, qui appelle deux remarques : effectivement, je ne crois pas qu'il y ait de grande créativité sans un profond enracinement. Malheureusement, nous vivons dans un monde où les deux notions s'opposent et l'on est obligé d'en tenir compte.

N.A.F. — Pensez-vous que la médiation du cadre national reste fondamentale aujourd'hui ?

J. P. — Je crois en effet que le cadre national est fondamental : pour s'épanouir, un homme doit nécessairement prendre conscience de la solidarité temporelle et géographique qui l'unit à d'autres hommes. Reste à savoir si, dans l'avenir, le cadre prioritaire de cette solidarité demeurera la nation. Je crois qu'il faut distinguer deux choses : il y a la nation ressentie sous la forme de cette médiation psychologique à laquelle je viens de faire allusion, et il y a la nation en tant que médiateur institutionnel, c'est-à-dire en tant qu'Etat. Sous cet aspect-là, on sera obligé d'évoluer dans les prochaines années : on trouvera une autre forme d'organisation, qui ne constituera pas une dénaturation de la notion d'Etat, mais sa transplantation dans un cadre différent, correspondant à des données nouvelles.

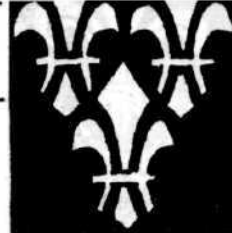
N.A.F. — Dans ce débat sur la France et l'Europe, ne faut-il pas prendre le parti de Démosthène, pour qui l'indépendance était la liberté la plus précieuse parce qu'elle représentait la seule chance de préserver l'identité d'Athènes ?

J. P. — Le problème aujourd'hui est de savoir quel est le cadre de cette indépendance et non pas de remettre en cause cette indépendance elle-même. L'Etat national est-il le meilleur moyen de sauvegarder l'indépendance des individus ? Je crois qu'il l'est encore en 1972. Mais je ne sais s'il en sera de même dans dix ans. Or la politique doit prévoir l'avenir. Ce qui est certain, c'est que si l'on va vers des formes plus généralisées d'intégration politique, il faudra être sûr de disposer des garanties suffisantes.

Je ne pense pas que l'antagonisme entre la civilisation gréco-latine et la civilisation germanique rende l'Europe impossible. Le problème n'est pas là. L'enracinement accepté dans une histoire aux fondements communs a suscité une complémentarité aujourd'hui essentielle, quelles que soient les divergences de surface. Par contre, il y aurait un danger extraordinaire si, face à cette permanence des civilisation germanique et gréco-latine, réussissait à triompher une néo-civilisation a-temporelle et a-géographique issue du jacobinisme de 1789. Si l'Europe se construisait sur cette base, je crois effectivement que ce serait un échec total.

N.A.F. — Jacques Paugam, quel jugement portez-vous sur la démocratie ?

J. P. — Il est difficile de porter un jugement global sur la démocratie dans la mesure où elle s'est incarnée différemment selon des temps et les pays. Il y a des démocraties qui ont assez bien réussi, comme la démocratie suisse, lorsque, à la force de l'idée, ont fait contrepoids un certain



nombre d'éléments d'ordre sociologique, intellectuel ou religieux.

En France par contre, l'expérience démocratique a été pitoyable. Je dirai même que nous n'avons connu qu'une forme de démocratie anesthésiée, anéxiée, au niveau de l'institution, par le parlementarisme. Sur le plan des principes, nous n'avons jamais eu en France qu'une démocratie de carnaval.

Reste l'état d'esprit démocratique, et c'est un des points sur lequel je me sépare le plus nettement de Maurras. La démocratie, malgré sa méconnaissance du problème de l'autorité politique, constitue un frein à la tendance naturelle qu'ont les hommes à creuser et à entretenir les différences de niveaux de dignité. Je crois que l'une des causes de l'échec final de l'ancien régime a résidé dans l'oubli, manifesté par une partie de la classe noble, de la dignité foncière de chaque individu.

La classe royaliste au XIX^e siècle est d'ailleurs restée marquée par cet état d'esprit à travers un paternalisme que je trouve inacceptable.

Sur le plan institutionnel, je crois qu'il faut insister sur l'acharnement que la République a mis à se constituer. Ce qui explique qu'elle ait toujours trainé derrière elle des relents de guerre civile. Cet acharnement qui avait pour but d'arracher un consensus national, a mis, pendant un siècle, l'Etat français au service de la foi républicaine. Ce faisant, les Républicains niaient le concept d'Etat dans ce qu'il y avait de plus fondamental : institution commune, au service d'intérêts communs.

Cette guerre civile latente a certes donné lieu à des tentatives d'ancrage, avec Napoléon et le Général de Gaulle. Mais ces tentatives n'ont pas survécu à leurs auteurs, et le régime républicain a suivi son cours dans une médiocrité permanente.

Il n'en reste pas moins qu'il a réussi à établir un consensus et c'est là un fait essentiel. D'ailleurs, s'il est vrai que la République a desservi les intérêts de la France, il faut bien voir qu'il ne pouvait en être autrement à partir du moment où elle était décidée à s'instaurer. Le fondement de l'ancien régime était un consensus national, ayant pour base la foi religieuse, non pas en tant que croyance, mais en tant que facteur d'unité, de respect, d'attente et de certitude. Dès lors l'autorité pouvait s'exercer dans l'indépendance de l'opinion, de même qu'il était facile de faire respecter les hiérarchies naturelles parce qu'elles correspondaient effectivement à des différences de niveau social. La République ne bénéficiant pas d'un tel consensus, il lui a fallu employer d'autres méthodes. C'est pourquoi je pense que la comparaison entre la République et la Monarchie est, sous cet angle, tout à fait abusive.

N.A.F. — Dans ce contexte, quelle est la signification du gaullisme ?

J. P. — En tant que maurrassien et gaulliste, ma position est assez délicate ! Je me contenterai donc de faire ici quelques remarques. L'expérience gaulliste (j'entends par là bien sûr, l'action du Général de Gaulle) a constitué, à mon avis, une recherche dramatique de symbiose entre le passé lointain : la Monarchie, et le passé récent : la République. Pour moi, de Gaulle a emprunté à la Monarchie trois éléments principaux : d'abord la reconnaissance de la dimension personnelle de l'autorité politique, à son plus haut niveau ; ensuite, la dimension historique de la décision

politique ; enfin, la reconnaissance très claire de la vocation nationale et non partisane, de l'Etat.

Les résultats ? De Gaulle est parvenu à libérer l'Etat du parlementarisme. Et, pour la première fois, la France républicaine a eu des velléités de politique, politique internationale (et dans des conditions qui rappellent le schéma de « Kiel et Tanger »), politique sociale. Il n'a pas réussi cependant à dénouer le nœud gordien du suffrage universel qui empêche, en France, la réalisation de toute réforme sociale fondamentale, quel que soit le gouvernement en place : s'il est de gauche, il se heurte au « mur d'argent », et s'il est de droite il ne peut jamais récupérer à gauche les voix qu'il perd nécessairement à droite.

Pour sortir de cette impasse, il faut un « homme providentiel ». Le Général de Gaulle aurait pu l'être. Il ne l'a pas été. Doutait-il de son pouvoir, en particulier après Mai 1968 ?

N.A.F. — La Monarchie ne constitue-t-elle pas une solution ?

J. P. — Je ne crois pas à la restauration de la Monarchie. Et même si elle se réalisait, je crois qu'elle serait éphémère, ou bien alors le régime serait condamné à dégénérer.

l'empirisme organisateur est progressiste

réponse à Jacques Paugam

Nous tenions beaucoup à la participation de Jacques Paugam à ce débat où nous voulons convier toute l'intelligence française, toutes les familles spirituelles. Jacques Paugam représente pour nous en effet, le type même du jeune intellectuel étranger par sa famille, son entourage, à la tradition d'action française et qui un beau matin découvre par lui-même un certain Charles Maurras dont la pensée le bouleverse au point de remettre en cause toutes les idées reçues. Cette découverte le frappe d'autant plus qu'elle intervient tandis que Paris se couvre de barricades et que tout un monde paraît vaciller sur ses bases.

D'emblée Jacques Paugam va à l'essentiel chez le grand Martegal : la pensée de la vie et de la mort. Le destin apparaît dans sa nudité tragique. Le moment n'est plus de tricher ou de se laisser aller au gré du temps qui rythmerait mécaniquement une histoire sans plus de mystère qu'une horloge bien réglée. Les philosophies simplistes n'ont plus cours.

Une telle approche de Maurras surprendra évidemment ceux qui voient en lui un positiviste étroit, étranger à toute interrogation fondamentale et confiné dans le scientisme le plus obtus. Mais ce Maurras-là n'a jamais existé que dans l'imagination débile de quelques-uns... Les réflexions de Jacques Paugam opposant un monde

Deux raisons m'empêchent de croire à la restauration : d'abord, en France, les puissances de sentiment sont désormais républicaines. Ensuite, dans l'esprit des gens, la monarchie reste associée à l'inégalité, à l'absolutisme, à la domination d'une caste arrogante, et je pense que l'on aurait beaucoup de mal à effacer cette image. Mais supposons que la restauration se fasse. Je pense alors que la Monarchie ne pourrait se maintenir, à cause du Parti Communiste qui n'acceptera jamais l'existence, hors de lui, d'un Etat fort.

Enfin, à supposer même qu'il dure, l'Etat monarchique serait condamné à dégénérer. A l'heure actuelle, un régime ne peut se passer du soutien de l'opinion. Faute de consensus, la Monarchie se heurterait, en France, à la puissance de la religion républicaine. Elle serait obligée de balancer entre la tendance plébiscitaire et le retour sporadique à des mesures d'ordre. Toute décentralisation serait impossible. La Monarchie ne s'instaurerait que pour dégénérer. Je préfère garder à l'esprit toute la richesse de la pensée maurrassienne plutôt que de voir s'installer un régime, nécessairement travesti et qui prêterait le flanc à toutes les critiques.

N'étouffons pas le grain d'esprit pour lui faire germer une fleur difforme.

de permanences où la formation n'était concevable que par la répétition à un monde projeté dans un créativisme toujours plus bouleversante, ces réflexions paraîtront également radicalement étrangères à une pensée que l'on s'accorde généralement à caractériser par le goût de la stabilité, la référence à une nature fixe opposée à l'aventure, à l'imprévisible. Mais là encore, une méconnaissance grave de Maurras fondée sur des approximations est responsable de ce qui nous apparaît comme une incompréhension du mystère de l'homme.

C'est Jean de Fabrègues qui cite ce texte de 1901 : « Nous ne savons jamais avec exactitude où nous en sommes, et cela pour une raison assez fine : nous ne sommes pas. » Et de le commenter en ces termes : « Eh quoi ! Cette note bergsonnienne, cette « éléatisme », cet évolutionnisme chez Maurras ? Oui. » Il poursuit la citation : « Nous ne sommes pas. Du moins cette partie de nous-mêmes dont nous notons les variations et les aventures manque tout à fait de stabilité et de permanence. Elle échappe aussi, comme tout ce qui manque d'être, à de fermes définitions. Nous sommes non des êtres mesurables, définissables, mais des forces en continuelle transformation. »

Des esprits non prévenus crieraient au marxiste ou au teilhardisme ! Mais l'« évolutionnisme » maurrassien a ceci de particulier qu'il



rejette tout déterminisme absolu de l'histoire, qu'il laisse totalement sa place à la liberté et met ainsi le devenir à la merci des contingences. Si l'homme demeure dans son identité fondamentale à travers le temps, il faut bien prendre garde de décréter trop légèrement que ceci ou cela est fixé en lui. Permanences, contingences, accidents s'enchevêtrent sur les chemins du destin.

Donc, l'avenir est dans une grande mesure, imprévisible. Ce qui ne signifie pas que nous ne devons pas tenter de le maîtriser, de le façonner. Les mécanismes de l'histoire sont héroïques, disait Bainville. Et Maurras : « Sans les chefs, sans les saints, sans les héros, sans les rois, l'histoire est inintelligible. » Il importe dans ces conditions de construire hardiment l'avenir. La référence au passé ne présente d'intérêt que parce que l'expérience fournit les points de repère qui évitent les désagréments, les culs-de-sacs, les aventures désastreuses. Il ne s'agit pas de répéter mécaniquement des gestes immémoriaux, mais de libérer les voies possibles pour un meilleur choix, pour une vie meilleure. L'empirisme organisateur est progressiste.

Le refus de la table rase n'est donc pas le signe d'une volonté passéiste. Le progrès n'est possible que par le développement organique de l'homme et de son patrimoine. Se couper des richesses culturelles du passé c'est s'appauvrir. Enfermer l'individu dans sa contemporanéité sous prétexte de le licencier n'est que dérision : on le démunit de toute possibilité de progresser. Pour autant, il ne faudrait pas le laisser dans l'ignorance des acquisitions les plus récentes du savoir ou des méthodes les plus modernes de la recherche. Un équilibre est sans cesse à trouver, condition d'un véritable humanisme.

Nous nous sommes laissés entraîner dans ces considérations générales, dont le rapport au débat que nous poursuivons n'apparaît peut-être pas évident, mais il fallait dire un mot des philosophies de l'histoire qui constituent le fondement de la plupart des prises de position politiques.

On saisira peut-être ainsi les sources profondes de notre pensée et partant de notre monarchisme.

Jacques Paugam ne s'est pas contenté de la philosophie politique de Maurras. Il a repris également ses enseignements plus immédiats sur la nation, la démocratie et la monarchie. Etranger à la postérité maurrassienne et développant sa réflexion en dehors du cadre de l'Action française, Jacques Paugam est devenu gaulliste, abandonnant le démocratisme chrétien familial, au sortir de son étude de la « revue grise ». Drôle de maurrassien ! diront certains. Le général lui paraissait reprendre l'essentiel de la conception maurrassienne de la nation et de l'Etat.

La nation, notre interlocuteur l'a véritablement découverte en travaillant à l'Age d'or du maurrassisme. Jusque là, M. Lecanuet lui paraissait incarner le bon sens et l'avenir avec sa foi européenne. Ayant découvert les fondements du nationalisme français, Paugam ne pouvait que répudier l'ex-M.R.P. pour s'attacher passionnément à celui qui lui paraissait assumer l'héritage entier de l'A.F., Charles de Gaulle. Charles de Gaulle, contempteur de l'Europe du volapük, adversaire de la supranationalité, héros de l'indépendance française, promoteur de la politique de « Kiel et Tanger ».

Pourtant, la nation défendue par de Gaulle sera-t-elle encore dans quelques années le cadre adéquat, la médiation nécessaire ?

Jacques Paugam n'en jurerait pas. Malgré tout, il demeure résolument hostile à une intégration européenne qui anéantirait notre personnalité historique parce qu'il voit bien que la tentative actuelle d'unification est de nature jacobine. Dès lors, nous serions tentés de dire que la question qu'il se pose et sans importance. L'Europe que nous voulons n'étant pour le moment qu'un projet inaccessible, la défense du cadre national représente notre tâche la plus impérieuse.

Reste la question de l'Etat. Jacques Paugam indique clairement à ce propos quel est pour lui le sens de la tentative gaullienne : une recherche

dramatique de symbiose entre le passé monarchique et l'expérience républicaine. Il faudrait avoir le loisir d'examiner sa thèse sur l'affirmation de dignité humaine qu'impliquerait la démocratie. Nous n'en sommes nullement convaincus et serions même plutôt convaincus du contraire : une différence est à faire entre certaines aspirations contenues dans le mouvement de 1789 et l'idéologie et la pratique démocratiques qui ont produit l'injustice et le mépris des personnes. A ceci près, Jacques Paugam est impitoyable pour la démocratie.

Ses réflexions sur la recherche frénétique d'un consensus dont la monarchie avait disposé pendant des siècles sont particulièrement éclairantes. On comprend dans ce contexte l'importance du gaullisme qui paraît à Paugam la tentative d'instaurer enfin un Etat digne de ce nom dans un cadre démocratique. La tentative ne pouvait survivre à de Gaulle. Elle était liée à sa personnalité. Notre jeune gaulliste est obligé de reconnaître honnêtement l'échec.

Alors, la monarchie ? Il n'y est pas opposé mais il voit deux obstacles à sa restauration : la sensibilité française n'est plus royaliste. Nous dirons simplement qu'en ce cas il faut recréer le sentiment royaliste ; ce n'est pas impossible. Le second obstacle paraît plus grave : l'absence d'un consensus obligerait la monarchie à se faire dictatoriale et du coup à ternir définitivement son image. Mais rien ne dit que ce consensus ne renaîtrait pas. Il ne s'agit là que d'une appréhension qui ne constitue en rien une objection décisive.

Jacques Paugam ne serait-il pas tenté de se réfugier dans l'esthétisme ? Sa formule est bien belle : « N'étouffons pas le grain d'esprit pour lui faire germer une fleur difforme. » Mais qu'est-ce qu'une doctrine qui ne veut pas s'incarner ? L'idée est plus belle à mesure qu'elle représente une véritable espérance.

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.



Adressez vos commandes à la Nouvelle Librairie d'Action française, 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris-1^{er}, accompagnées de leur montant augmenté de 10 % pour frais de port, C.C.P. N.A.F. (Paris) 642-31.

Charles MAURRAS

- Mes idées politiques 20,00 F
- Anatole France 10,00 F
- La politique de Jeanne d'Arc 2,00 F
- L'Ordre et le Désordre 5,00 F

A Blanc de Saint BONNET

- Politique réelle 8,00 F

Maurice JALLUT

- Proposition pour un nouveau régime 7,00 F
- Où va la République ? 9,00 F

Richard GOMBIN

- Les Origines du Gauchisme .. 6,80 F

Annie KRIEGEL

- Les Communistes français 8,50 F

René DUMONT

- Cuba est-il Socialiste ? 6,80 F

F. BON et M.-A. BURNIER

- Les Nouveaux Intellectuels .. 6,80 F

Lewis MUNFORD

- Le Déclin des villes 23,70 F
- La Cité à travers l'Histoire 60,00 F

Thomas MOLNAR

- Sartre, philosophie de la contestation
- La Gauche vue d'en face .. 16,00 F

Paul SERANT

- Lettre à Louis Pauwels 14,00 F

Philippe SAINT-MARC

- Socialisation de la Nature 29,00 F

Jean-Marie DOMENACH

- Le Retour du Tragique 18,00 F
- Emmanuel Mounier 7,50 F

John Kenneth GALBRAITH

- Le nouvel Etat industriel 32,00 F

Michel MANCEAUX

- Les Maos en France 23,00 F

Jules MONNEROT

- Démarxiser l'Université 13,00 F

Georges FRIEDMANN

- La Puissance et la Sagesse 35,00 F

François BUY et Elsa MARVAREZ

- Les Guérilleros 12,00 F

- | | |
|-----------------------------------|----------------|
| — Tee-shirt monarchie libertés | Franco 18,00 F |
| — Carnet de chant 72 | Franco 3,50 F |
| — Brochure Qu'est-ce que la naf ? | Franco 1,00 F |



les transports qui tuent

Dans la nuit du 16 au 17 juin, le train Paris-Laon, peu fréquenté en cours de semaine, ramenait quelque 350 passagers : étudiants ou soldats permissionnaires pour la plupart qui rentraient chez eux pour le week-end. Beaucoup ne sont jamais arrivés. Dans le tunnel de Vierz, au moment du croisement entre le Paris-Laon et le Laon-Paris, un effondrement de la voûte a provoqué un double déraillement et la mort d'au minimum 60 personnes.

Cet accident tragique dépasse le domaine du fait divers et amène à poser quelques questions politiques gênantes.

APRÈS VIERZY !

Tout d'abord, un tel accident peut-il se reproduire ? Le tunnel datant de 1860 et après plus d'un siècle (beaucoup de lignes ont été ouvertes sous Napoléons III), les infrastructures, faute d'une modernisation suffisante peuvent laisser à désirer.

Ceci est d'autant plus vrai que le souci d'accroître la compétitivité de la voie ferrée peut conduire à des imprudences quant à la sécurité des voyageurs : le trafic ferroviaire est de plus en plus concurrencé par le trafic routier ; l'accroissement du premier n'a pas réalisé les prévisions du V^e Plan alors que l'augmentation du second a largement pulvérisé ces mêmes prévisions.

Pour pallier cette évolution, la S.N.C.F. mise sur l'accélération constante de la rapidité. Résultat : les wagons lancés à grande vitesse, trop légers peuvent dérailler facilement. Ces déraillements sont d'autant plus à redouter sur certains points faibles du réseau parce que trop vétustes : tunnels, viaducs, ponts, ballasts de montagne.

Alors peut-on accepter un risque social qui affecterait 90 à 95 % des personnes transportées ? Comme si les 16.000 morts de la route en 1971 ne suffisaient pas !

UNE POLITIQUE INEXISTANTE

Dans ces conditions comment assurer la sécurité ?

En investissant davantage sur le réseau S.N.C.F. pour améliorer son état ?

Oui, mais le budget des chemins de fer a un déficit qui dépasse les cinq milliards nouveaux. Peut-on aller raisonnablement au-delà ?

En outre, plutôt que de tout rafistoler ne vaudrait-il pas mieux innover en mettant en place des transports nouveaux, moins coûteux et plus perfectionnés comme l'aérotrain ?

Par-delà le problème technique, n'est-ce pas la politique globale de l'Etat en matière de transports qui est à remettre en question ?

Au XIX^e siècle, l'Etat libéral ne s'occupait pas de la vie économique mais il est pourtant fortement intervenu dans le domaine des

transports en prenant à sa charge les voies ferrées de l'Ouest, en contrôlant l'action des compagnies privées sur le reste du réseau. Il a veillé à ce que le réseau routier et ferroviaire soit soigneusement disposé en étoile autour de Paris afin de renforcer la centralisation... et au risque de ruiner certaines régions.

Tout le monde aujourd'hui attaque les transports tant collectifs qu'individuels, insuffisants, coûteux, peu commodes, non coordonnés, meurtriers, sont les qualificatifs (justifiés) qu'on leur décerne.

Si cette crise existe c'est parce que l'Etat après avoir eu une politique aberrante en la matière au XIX^e siècle, n'en a plus du tout aujourd'hui. Ses interventions multiples dans tous les domaines économiques et sociaux l'ont amené à négliger les transports.

En outre le poids et la sclérose des entreprises nationalisées, style R.A.T.P. ou S.N.C.F., ont achevé de paralyser les velléités de réforme qu'il aurait pu avoir.

Et pourtant la politique des transports, condition de l'industrialisation, du rééquilibrage régional, de l'aménagement harmonieux du territoire, devrait être la priorité des priorités pour un Etat soucieux de prévoir l'avenir. Ce qui n'est pas le cas.

Paul MAISONBLANCHE.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE

Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F

Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :

Yvan AUMONT

Directeur politique : Gérard Leclerc.
Rédacteur en chef : Arnaud Fabre.

REDACTION :

Politique intérieure : Paul Maisonblanche, Christian Dujardin, Bertrand La Richardais, Patrick Plessis, Stanislas Leblanc, Hervé Catta, Gilles Desorres.
Politique étrangère : Axel Alberg, Philippe Vergne, François Martin, Perceval (Moyen-Orient), Yann Kerlann (Extrême-Orient).

Politique sociale : G.-P. Wagner, J.-C. Fréaud (Justice), Philippe Dartois, Jean-Pierre Boulogne (Médecine), Marius Brémont.

Politique économique : Ph. Dillmann, Ph.-H. Durocher, J. Delcour, Henri Villemart.
Les idées : Gérard Leclerc, Bertrand Renouvin, Francis Bertin.

Lettres, Art. Spectacles : Christian Delaroche, Dominique Paoli, Anne Richard.

Enquêtes et débat : Bertrand Renouvin, Patrice Bertin.
Secrétariat de rédaction : François Fleutot, Thierry Barberousse.

Imprimerie abexpress

72, rue du château-d'eau Paris 10^e

pitié pour un bagnard

Il y avait une fois un rédacteur en chef fort malheureux, car victime des mauvais traitements de ceux avec lesquels il était obligé de travailler. Passons sur les récriminations incessantes du linotypiste qui arguait des retards prétendus ou réels dans la copie, pour l'engu... à s'époumonner : elles aboutissaient quand même à lui infliger d'épouvantables crises nerveuses (de fou rire).

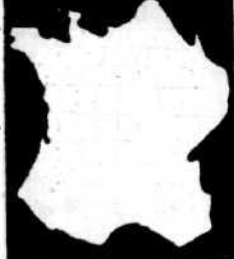
Mais que dire de l'attitude de ses collaborateurs ? Le chroniqueur de politique étrangère s'ingéniait à lui remettre invariablement ses articles avec 48 heures de retard, sans alinéa, ni inter..., ni lisibilité. Venait-il à fixer quatre pages dactylographiées comme longueur de papier à Bertrand Renouvin ? Celui-ci lui disait d'accord, droit dans les yeux et prenait une machine à frappe plus serrée, histoire de faire rentrer 40 % de copie en plus dans le canard... et de mettre en l'air

la mise en pages. Le responsable du mouvement dépassait gaillardement d'un quart son contingent tout comme le chroniqueur de cinéma. Enfin, alors qu'il prenait ses dispositions pour programmer les dépassements de copie, survenait M^{re} Wagner, ce sadique au second degré, qui s'ingéniait à faire exactement le nombre de signes demandés... déjouant encore tous les calculs du malheureux.

Celui-ci, de plus en plus mélancolique, maigrissait à vu d'œil et la progression constante des abonnés, le succès d'estime rencontré, paraît-il, chez les confrères, lui promettaient encore de longs mois de baigne.

Ce rédacteur en chef, vous l'avez deviné, est le signataire de ces lignes. Dieu merci, chers lecteurs, vous, vous n'êtes pas des brutes. Vous avez compris mes tourments et décidé d'y mettre fin... en ne vous réabonnant plus. A ce jour, 50 % des abonnés de l'échéance de juin et 25 % des abonnés de celle de juillet seulement ont renouvelé. Le taux d'abonnements nouveaux pour mai est égal à 65 % du taux de février. Ouf ! Continuez ! Et pour l'amour du ciel ne vous avisez pas de persister à refaire remonter la courbe comme cela s'esquisse depuis certain conte bleu paru il y a quinze jours. Je compte tant pouvoir être libéré du boulet nafiste pour le 15 août, afin de pouvoir lire à loisir mes deux journaux préférés : « Mickey » et « Le Chasseur Français ».

Arnaud FABRE.



pour un front patriotique

En vérité, le front patriotique se réalisera dans et par l'action, pour autant que nous exercerons concrètement la régence du nationalisme. Toute la question est de savoir si l'Action Française parviendra à intégrer les conflits sociaux, qui ne cessent de s'envenimer, à la lutte de libération nationale. Il faut qu'elle fasse prendre conscience aux travailleurs, aux cadres, aux ingénieurs, aux commerçants, que la défense de leurs intérêts particuliers exige qu'ils se battent pour préserver l'indépendance de la nation.

L'analyse socio-économique qui commandait jusqu'à présent notre stratégie doit être révisée, en fonction de données nouvelles. Elle était tout entière fondée sur la constatation qu'au capitalisme libéral se substituait un néo-capitalisme bureau-technocratique. L'évolution de la Cinquième République devait prouver que nous avions raison. Malheureusement notre stratégie est demeurée à l'état de théorie. A l'époque, les dirigeants de l'A.F. n'ont pas su ou pas voulu la faire passer dans la pratique. Paradoxalement, ce sont des militants de gauche qui ont, avec cinq à six ans de retard sur nous, repris notre analyse mais avec la volonté et les moyens d'en tirer une politique. D'où le grand mouvement de Mai 68, qu'ils ont réussi à déclencher sans être capables de maîtriser et de diriger, faute de posséder un projet de civilisation. Pour une large part, le « gauchisme » reprendra d'ailleurs les techniques inventées par les camelots du Roi.

Aujourd'hui le néo-capitalisme bureau technocratique se trouve confronté à une autre forme de capitalisme, que l'on pourrait dire sauvage, dont l'apparition bouleverse les règles du jeu économique. Personne, en France, ne semble s'en rendre compte. Il n'en va pas de même aux Etats-Unis, où Peter F. Drucker, dans un article publié par « The Public Interest » réfute les thèses désormais périmées de Galbraith. On pouvait s'imaginer il y a dix ans, et pour ma part, j'en étais persuadé, que les gestionnaires s'étaient définitivement substitués aux propriétaires. Les actionnaires, propriétaires théoriques des entreprises n'avaient plus accès aux leviers de commande, confiés à des dirigeants salariés qui se recrutaient par cooptation. Ceux-ci n'étant plus contraints de rechercher le profit

maximal contrôlaient dans une certaine mesure la conjoncture économique grâce à une concertation permanente avec les hauts fonctionnaires de l'appareil de l'Etat et les bureaucraties syndicales. Mais voici que cette économie concertée, sinon planifiée, s'effondre dans les pays les plus avancés, en particulier aux U.S.A., au moment même où M. Chaban-Delmas prétend, sous le nom ronflant de « nouvelle société », l'installer en France.

Nous vivons la fin de la révolution keynésienne. Quand Keynes, constate Drucker, écrivait ses principaux livres dans les années trente le marché des capitaux demeurait très étroit. En 1945 encore, les propriétaires d'actions ne représentaient qu'un pour cent de la population américaine. Le chiffre dépasse maintenant 20 %. Cette masse — trente millions de personnes — ne gère pas directement son portefeuille. Elle utilise des intermédiaires financiers, fonds d'investissements ou caisses de retraite. Ces intermédiaires contrôlent d'ores et déjà 40 % du capital-action des entreprises. L'effort de dispersion ne joue plus. Les « propriétaires » peuvent de nouveau exercer un certain pouvoir. Mais en fait, ces trente millions d'actionnaires n'ont pas une mentalité de propriétaires. Ce sont des investisseurs. Avec l'inflation et la fiscalité progressive, le supplément de revenus que procurent des placements de type classique a perdu tout attrait. Ce qu'ils cherchent c'est un gain en capital.

Du moment que le marché des capitaux est devenu un marché de masse un comportement spéculatif apparaît. A l'agent de change traditionnel se substitue un nouveau type de gestionnaire financier, le fondé de pouvoir de la masse des épargnants, qui doit obtenir des entreprises qu'il contrôle un profit maximum, même s'il lui faut casser les technocraties en place. Il y parvient d'autant mieux qu'il existe désormais un autre marché de masse, celui des cadres supérieurs. Jusqu'à ces dernières années, le nombre des travailleurs intellectuels restait limité. Il s'accroît désormais très vite. « On admet maintenant que ce sont les emplois qui courent après les hommes. » Donc les fondés de pouvoir n'ont aucun mal à remplacer les « managers » indociles ou encroûtés.

Ils utilisent plusieurs procédés. Le plus spectaculaire est l'O.P.A. En offrant aux actionnaires d'une entreprise un prix largement supérieur aux cours boursiers, ils s'emparent d'une affaire. Peu leur importe ce que fabrique cette affaire. Il s'agit de constituer des « conglomérats » afin de diviser les risques. Une chaîne d'hôtels se rendra, si l'occasion s'en présente, propriétaire d'une usine de produits chimiques. Mais surtout nous voyons se constituer des firmes multinationales, installées aux Etats-Unis, qui utilisent des capitaux européens pour racheter des entreprises européennes, ou pour créer de nouvelles affaires. Elles utilisent le fait qu'en Europe le marché des capitaux est tellement étroit que leur degré de liquidité est quasi nul, mais surtout « alors que l'entreprise traditionnelle, notamment en Europe, continue de considérer les emplois de direction comme des faveurs octroyées, les sociétés multinationales sont parties de l'hypothèse qu'elles devaient créer des carrières qui attirent les jeunes ayant une forte instruction et qui n'ont que l'embaras du choix en matière de carrières » (Drucker).

Ce qui signifie, selon Drucker, que « dans les pays développés, une très grande partie de l'économie est soumise à des décisions échappant à l'emprise de son gouvernement national ». A l'inverse de ce que l'on pourrait penser, cette situation va provoquer une recrudescence de l'impérialisme économique, puisque « dans la plupart des pays développés les décisions gouvernementales influenceront fortement les activités des firmes multinationales qui y ont leur siège. Cela crée un sérieux problème parce que certains gouvernements considèrent les firmes multinationales comme l'instrument de la politique économique qu'ils mènent à travers le monde ». Drucker vise ici les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, à un moindre titre l'Italie. En fait, seuls deux pays, la France et le Brésil, selon lui, restent en dehors de la compétition. Ce qui les condamne à la colonisation. Quoi qu'il en soit, par le biais des firmes multinationales, nous allons vers de furieuses batailles et le nationalisme économique que le capitalisme bureau-technocratique prétendait éliminer en étendant la « concertation » au-delà des frontières nationales grâce à la « communauté européenne » va se déchaîner.

Il est évident que l'A.F. trouve dans cette situation une chance exceptionnelle car les mesures de concentration-diversification que prendront les sociétés multinationales ayant leur siège à l'étranger provoqueront des conflits aigus, que nous pourrions exploiter dans le cadre de la lutte de libération nationale. Encore faut-il être mieux instruits que nous le sommes d'ordinaire de la vie des entreprises et que nous soyons assez nombreux et organisés pour intervenir aussitôt. L'A.F. retrouvera sa crédibilité le jour où elle aura conduit sa première grève victorieuse contre une firme multinationale ayant son siège quelque part à l'étranger. Il n'y a pas d'autre manière de combattre le parti communiste que de lui disputer le monopole de la défense des travailleurs contre l'impérialisme économique des yes, des ya ou des si.

le mouvement royaliste



réunions

SECTION DU XV^e

Attention, changement de date.

Vendredi 23 juin, à 21 heures, Gérard Leclerc : « La N.A.F., un an de combat, nos projets d'avenir ». Exposé-débat. Salle réservée au sous-sol du Café des Sports, 24, rue Alain-Chartier (métro Convention).

souscription du 1^{er} anniversaire

Merci, merci tout d'abord à ceux qui, très nombreux, ont répondu à notre appel. Nous vous disions il y a quinze jours notre souci. Souci des échéances de la période de vacances qui sont toujours lourdes à supporter, souci surtout de disposer des moyens financiers à la mesure de nos projets. Il nous faut conquérir dans les mois qui viennent plusieurs milliers de lecteurs nouveaux. Cette conquête implique l'impression de tracts, de brochures, des campagnes intenses de prospection pour rassembler autour de nous toutes les bonnes volontés encore éparses ou dispersées dans des combats marginaux ou d'arrière-garde.

Il faut que tous nos lecteurs se sentent concernés, pas un seul d'entre vous ne doit se dire « je ne peux pas ». C'est tout de suite que vous devez réagir, dans quinze jours les vacances seront commencées et ce sera alors trop tard : si un « coup dur » nous arrive pendant les vacances, nous ne pourrions vous alerter. Alors n'attendez plus, adressez votre souscription, aussi modeste soit-elle, à :

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
C.C.P. 642-31 Paris

M^{lle} Bellanger, 35 ; A. Hervouet, 55 ; Anonyme Reims, 200 ; M^{me} Gélén, 200 ; E. Vaudon, 100 ; Section Saint-Cloud, 50 ; Duraffourg, 5 ; P. Levillain, 60 ; Chaplain, 20 ; Guy Lemaignan, 50 ; Deschamps, 20 ; Ozanne, 10 ; En souvenir Marius Plateau, 250 ; Astier, 20 ; Bouscarin, 10 ; J. Cornu, 250 ; M^{lle} Gachignard, 20 ; Un ami bordelais, 100 ; C.-E. Lemaignan, 30 ; Pour l'Enquête, 100 ; Anonyme Yonne, 10 ; Inscrit à l'A.F. en 1908, 100 ; Bollut, 25 ; Anonyme, 32 ; Allienne, 54 ; Anonyme, 25 ; M^{me} Kushner, 50 ; Anonyme Rennes, 12 ; J.-P. Helluy, 100 ; Anonyme Rennes, 50 ; Anonyme Aix-les-Bains, 10 ; Jean Giraud, 100 ; Anonyme Bayonne, 50 ; Mirc, 35 ; Ph. Houbart, 250 ; Bouveret, 50 ; Pierre Darcel, 100 ; Anonyme Grenoble, 20 ; M^{me} Larmande, 50 ; A. Mercier, 34 ; Vergnères, 50 ; M^{lle} Bompaire, 40 ; J.-P. Leffèvre, 70 ; H. de Froberville, 10 ; L. de Ravel, 100 ; Billotte, 50 ; Haynes, 25 ; M^{lle} Cordin, 55 ; Saverot, 15 ; Un lecteur du Cabardes, 100 ; Phil, 15 ; Un prêtre, 50 ; H. Augier, 15 ; Gaulliste et maurassien, 50 ; Pasqueron, 10 ; Jean Félix, 20 ; M^{lle} Berger, 50 ; J.-F. Provost, 10 ; Abbé Homberg, 100 ; Pour un front patriotique, 10 ; M^{me} Hourcadette, 20 ; Anonyme, 30 ; Marc, 30 ; M^{lle} de Prunelé, 1.000 ; Spilman, 50 ; R. Bataille, 100.

Total de cette liste 4.917 F
Total général 12.150 F

camp royaliste

le camp se tiendra à mégrit (près de jugon) côtes-du-nord

Véritable « Université d'Été », les campeurs recevront à la fois une formation théorique et doctrinale par les conférences et les cercles d'études, et une formation pratique pour toutes les activités utiles au militant d'Action française. Destiné essentiellement aux militants désireux de recevoir une bonne formation de base, le camp aura un nombre de places strictement limité. L'encadrement sera formé d'un certain nombre de militants chevronnés désignés par la Direction des Etudes qui est placée sous l'autorité de Gérard Leclerc et de Michel Giraud. Le Chef de Camp sera Guy Lemaignan (Orléans), la direction de l'intendance est confiée à M^{lle} Yolande de Prunelé.

Dates : pour l'encadrement (du samedi 15 juillet

au soir au dimanche 30 juillet au soir).

Pour les autres participants : du dimanche 16 juillet dans la journée au dimanche 30 juillet au soir.

Conditions : les demandes d'inscriptions doivent nous être adressées à l'avance. L'accès du camp sera refusé à ceux qui n'auront pas rempli cette formalité. Il n'y aura cette année aucune location de matériel au camp. Les campeurs devront donc se procurer à l'avance et par leurs propres moyens : tente, lit de camp, sac de couchage et couverts.

Le prix du séjour est fixé à 240 F pour toute la durée du camp, pour les inscriptions parvenues avant le 5 juillet. Passée cette date, le prix du séjour est fixé à 260 F.

les bulletins d'inscriptions sont disponibles dès maintenant

pour l'imprimerie royaliste

Nous vous avons fait savoir dans nos numéros précédents que la N.A.F. étudiait la possibilité d'acquérir une imprimerie.

L'étude que nous avons menée depuis plus d'un an nous indique clairement que la rentabilité d'une telle entreprise est non seulement possible, mais pratiquement réalisée avec les seuls organes de la N.A.F. Pour cela nous avons choisi des machines en fonction des travaux que nous aurons à effectuer et du chiffre d'affaires que nous pouvons réaliser.

Les machines composant l'imprimerie se trouvent à l'avant-garde de la technique en ce domaine.

1. La composition sera faite par photocomposition, qui n'est employée actuellement que par les grands hebdomadaires. Ce procédé utilise deux matériels différents :

a) Des claviers machines à écrire qui perforent une bande de papier. La dactylo frappe son texte « au kilomètre » sans se soucier de la mise en pages, choisissant seulement le caractère des lettres qu'elle veut obtenir.

b) Un ordinateur, sur lequel viennent se placer les bandes de papier ainsi perforées. Cet appareil compose le texte au moyen d'une cellule photo-électrique qui vient frapper un disque sur lequel sont composés six alphabets différents.

L'alignement à droite et à gauche de la colonne est automatique.

2. L'impression sera obtenue grâce à une offset de format 50 x 36 permettant la polychromie.

3. L'assemblage des feuilles sera fait avec une assembleuse de onze postes, pouvant ainsi obtenir un hebdomadaire de 44 pages.

Autour de ce matériel viennent se greffer d'autres organes dont je vous épargne la liste.

Le prix total de ces machines est de 270.000 F T.T.C.

Ce matériel nous permet pratiquement de tout imprimer, tracts, revues et même livres puisque l'assembleuse est munie d'une piqueuse à fils.

A raison des avantages nombreux qu'offre l'acquisition d'une imprimerie, le Comité directeur a

pris la décision de mettre le projet à exécution pour le mois de septembre.

POUR CELA VOUS DEVEZ NOUS AIDER

Tous les industriels le savent, une entreprise a besoin pour démarrer, d'une trésorerie qui lui permette de parer aux premiers frais : bail, avance sur loyer, premier versement du trimestre de leasing, avance client qui permet de parer au paiement à échéance, et autres tracasseries du même genre.

Le montant de cette trésorerie est de 70.000 F.

Nous nous adressons donc à nos lecteurs et militants conscients du progrès que va nous apporter cette entreprise pour leur demander de nous soutenir.

Vous le pouvez de deux façons :

1. Par des dons dont le montant n'est pas limitatif.

2. Par des prêts, à intérêt de 5 % que vous consentiriez pour un délai de 1 ou 2 ans. La somme minimum dans ce cas est de 500 F.

Nous tenons à la disposition des personnes qui le désirent le compte d'exploitation prévisionnel que nous avons établi. Vous adresserez votre demande à S.N.P.F., Gérard CARPENTIER, 17, rue des Petits-Champs, 75-Paris (1^{er}).

Nous nous permettons d'insister sur l'urgence de vos réponses. Concrètement, votre soutien immédiat doit nous permettre de signer dès le mois de juin le bail de l'atelier et nous permettre d'obtenir la caution des banques.

LE PROGRÈS DE LA N.A.F. EST ENTRE VOS MAINS

Veuillez remplir ce bulletin :

POUR L'IMPRIMERIE ROYALISTE

☐ Je fais le don de la somme de :

..... francs.

☐ Je prête la somme de F

à intérêt de 5 % pendant ans.

Retournez ce bulletin à S.N.P.F., 17, rue des Petits-Champs, 75-Paris (1^{er}).

Nous envoyons votre chèque bancaire ou votre C.C.P. à l'ordre de :

La Nouvelle Action française (C.C.P. N.A.F. 642-31).

de l'affaire mattei au pétrole irakien

Le film engagé, ce révélateur excellent des interrogations que se posent nos contemporains sur la crise globale de l'anti-civilisation démocratique fait de plus en plus recette en ce moment.

Par un hasard malicieux, au moment même où l'Iraq Petroleum Company est nationalisée, les salles parisiennes projettent « L'Affaire Mattei », film italien de Francesco Rosi.

DE L'E.N.I...

Rosi retrace la carrière de ce « manager » fondateur de l'E.N.I. (Office Italien des Hydrocarbures) qui joua un rôle déterminant dans la mise en valeur du méthane de la plaine du Pô et s'efforça de placer l'Italie dans la course internationale au pétrole, ce qui lui valut des inimitiés tenaces du cartel pétrolier international et une mort accidento-providentielle en 1962.

Rosi ne cèle pas les côtés antipathiques du personnage technocrate imbu de lui-même, chef d'un véritable trust étatique, indépendant de tout contrôle politique.

De même le film nous rappelle comment Mattei tenta sans scrupules de nous évincer du Sahara en mettant à profit la guerre d'Algérie.

Mais en se remémorant la carrière de Mattei on ne peut s'empêcher de penser que si Mattei a été pour la France un adversaire, il doit être un exemple pour un nationaliste français. Mattei a tenté par tous les moyens d'implanter l'Italie sur les marchés pétroliers. Il a bien servi son pays, soyons capables d'en faire autant pour le nôtre.

... AU CARTEL

L'affaire irakienne nous en fournit justement l'occasion. Comme on le sait, le gouvernement irakien, à l'initiative de M. Saddam Hussein, a nationalisé le gisement de Kirkouk de l'Iraq Petroleum Com-

pany au sein de laquelle la Shell, la B.P. et la Compagnie Française des Pétroles possèdent chacune 23,75 %, la Standard Oil et Mobil 23,75 % ensemble, M. Gulbenkian détenant les 5 % restants.

A la suite de quoi, il a offert à la France de coopérer à l'exploitation du gisement nationalisé et évoqué la possibilité d'un traité analogue à celui qu'il a signé le 6 avril avec l'U.R.S.S. Reçu à Paris, il s'est exclamé : « Nous ouvrons nos portes à la France pour les mêmes considérations que celles qui nous ont conduits à les ouvrir à l'Union Soviétique. C'est la main que nous tendons à tous les Etats qui ne cherchent pas à exploiter les peuples, qui souhaitent collaborer avec nous sur un pied d'égalité. »

Le gouvernement irakien sait très bien que la nationalisation du gisement de Kirkouk va en faire cataloguer la production comme « pétrole rouge », c'est-à-dire comme pétrole dont l'achat est boycotté par le cartel pétrolier international.

Qu'est-ce au juste que le cartel : c'est une association des vingt-quatre principales compagnies pétrolières mondiales dominée en fait par les sept « majors » : B.P. (anglaise), Royal Dutch Shell (anglo-hollandaise), Gulf, Mobil, Standard Oil de Californie, Standard Oil de New Jersey, Texaco (américaines).

Ce cartel a son origine dans les accords d'Achnacarry conclus dès 1928 entre l'Anglo-Persian, la Shell et la Standard Oil de New Jersey. Un but : s'assurer le contrôle de l'essentiel du marché mondial. Le résultat a été atteint puisque 75 % de la production pétrolière mondiale (U.S.A. et U.R.S.S. non comprises, est contrôlée par les "sept" qui ne laissent que des miettes à la C.F.P. ou à l'E.N.I. italiennes et n'hésitent pas à torpiller sans pitié les concurrents gênants. Il y aurait ainsi beaucoup à dire sur la façon dont Conrad Kilian, qui voulait dès l'avant-guerre faire mettre en exploitation les gisements du Sahara, mourut accidentellement comme Mattei ou sur l'aide que ces purs chevaliers de l'Occident yankee apportèrent au F.L.N. et sur la manière dont les « sept » s'efforcèrent de torpiller les négociations pétrolières Paris-Alger l'année dernière en faisant de la surenchère dans le dos de la France. Axel Alberg y reviendra la semaine prochaine.

MANŒUVRONS... MAIS EN SOURDINE

Dans ces conditions, quelles que soient les réserves que l'on puisse faire à l'égard d'un régime irakien peu sympathique et fort instable, il existe des intérêts communs entre la France et l'Irak. Nous avons une belle occasion de reprendre pied dans un pays qui, de plus en plus allergique à l'influence anglo-saxonne, voit le taux de francophones, parmi son intelligentsia, augmenter. Dans l'immédiat, par l'intermédiaire des banquiers franco-arabes, nous pouvons et au-delà récupérer l'argent perdu par la nationalisation de la C.F.P. A terme, nous pouvons contrebalancer l'influence soviétique dans ce pays (dédié aux imbéciles de "Rivarol" qui, au nom de la solidarité occidentale, adjurent le Pouvoir de refuser les avances irakiennes).

Mais ce jeu tout en finesse suppose du calme et de la discrétion.

Du calme : ne nous précipitons pas tête baissée dans les bras de l'Irak. Sachons résister lorsque Saddam Hussein réclame un alignement sur les positions anti-israéliennes les plus outrancières de l'Irak. N'oublions pas que toute diplomatie suppose que l'on garde un effet de surprise et de réserve par devers soi. Ceci, vrai en règle générale, l'est plus encore en pays arabe. Faute d'oublier cette règle d'or, nous pourrions bien jouer le rôle du citron que l'on rejette après l'avoir pressé.

De la discrétion : moins l'opinion publique en saura sur le jeu de la France en la matière, mieux cela vaudra. Cela évitera aux lobbies sionistes ou aux lobbies arabes de déchaîner les mass media dans des sens divergents mais fort peu favorables à la liberté de manœuvre de notre diplomatie.

Mais comment demander du sang-froid à un gouvernement affolé par la proximité des élections comme une aiguille de boussole attirée par un aimant ?

Comment demander de la discrétion à un pouvoir qui ne songe qu'à jouer un spectacle à grand fracas pour faire oublier à l'électeur le spectacle obscène de l'O.R.T.F. ?

Laurent DE NEFF.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**

